

dollars à la formation à la sensibilisation aux mines en Afghanistan.

De plus, une grande partie de l'action du Canada au Mozambique tient à un programme pluriannuel visant à améliorer l'information sur la situation de ce pays en matière de mines, et ce, en contribuant à l'exécution d'un relevé national de niveau un et d'une opération de cartographie géospatiale, et en fournissant de l'équipement pour la réalisation de relevés.

En Afrique australe, le Centre de recherches pour le développement international renforce les capacités régionales en matière de recherche sur l'action antimines grâce à un apport de 95 000 dollars accordé par le Canada.

À l'échelle internationale, l'initiative de contrôle des mines terrestres (réseau mondial établi au sein de la société civile qui surveille la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des mines AP ainsi que l'ensemble des progrès réalisés dans le domaine de l'action contre les mines) permettra d'obtenir d'autres renseignements de grande qualité sur l'action antimines. Le Canada appuie l'initiative de

contrôle des mines terrestres par le biais de son Programme de surveillance des mines, que nous avons décrit précédemment.

La croissance rapide du nombre d'organismes engagés dans l'action contre les mines et dans la gestion d'activités nationales antimines se traduit aussi par une meilleure information sur l'action contre les mines. En mai 1999, il existait des Centres d'action contre les mines (CAM) en Afghanistan, en Bosnie, au Cambodge, en Croatie, en Somalie et en Thaïlande. On compte en outre 11 grands programmes nationaux de déminage en Angola, en Azerbaïdjan, au Guatemala, en Jordanie, au Laos, au Liban, au Mozambique, en Namibie, au Nicaragua, au Tchad et au Yémen. Pendant l'exercice 1998-1999, le Canada a versé une contribution aux ressources générales du CAM de Bosnie-Herzégovine, il a accordé des fonds pour la formation à la gestion et pour les conseillers techniques au CAM du Cambodge et il a appuyé la réalisation d'un relevé de niveau un par le centre national de déminage du Tchad.



Service de l'action antimines de l'ONU (UNMAS)

La base de données « Les investissements antimines », qui pourra être consultée sur l'internet à la fin de 1999, est le résultat d'une collaboration entre le Canada et le Service de l'action antimines de l'ONU (UNMAS) visant à mettre en commun l'information sur les activités des donateurs en matière d'action contre les mines. Cette base de données aidera l'UNMAS dans son rôle de coordination et permettra un accès rapide du public à l'information sur l'action antimines.

